

exprimée dans la résolution soumise à la Chambre par mon très honorable ami le chef de l'Opposition.

Il serait impossible de priser trop son importance relativement au montant du commerce interprovincial qui en résultera, et il est également impossible de trop priser ce commerce interprovincial ; mais à moins de pouvoir lier ensemble les différentes parties qui composent cette Confédération par des liens commerciaux, et à moins de pouvoir produire ce commerce interprovincial qui fera qu'une province sentira que ses intérêts sont favorisés par ce commerce et ces communications avec une autre province, nous manquerons le but auquel nous tendons, et auquel, je crois, cette grande Confédération des provinces pourra parfaitement atteindre.

Je crois que si nous avions discuté cette question au point de vue national et dans ses rapports, non pas avec une section ou une autre, mais au point de vue général du pays, et si on le considérait d'un point de vue large et national au lieu de le limiter à une industrie ou une autre, mais si on l'appliquait en grand aux ressources générales et industrielles du pays, les résultats que nous obtiendrions seraient tels qu'ils seraient non-seulement très satisfaisants, mais aussi très avantageux pour le pays.

Je pourrai dire qu'on a maintes et maintes fois attiré l'attention sur la politique de protection des Etats-Unis d'Amérique, et l'on a soulevé ici la même question de savoir quel en serait l'effet dans ce pays.

Je lirai un court extrait d'un journal de Londres, montrant les résultats énormes qui en ont été produits en faveur du commerce et de la balance du commerce entre les Etats-Unis et l'Angleterre, par l'introduction de cette politique de protection en vertu de laquelle ce pays a manufacturé pour lui-même, par l'industrie de son peuple, les articles pour lesquels il dépendait auparavant sur un autre.

Je lirai l'extrait du *Trade Journal*, de Londres (Angleterre), qui se lit comme suit :

“ UN CHANGEMENT ÉTONNANT.—Le *British Trade Journal*, de Londres, dit :

“ La révolution qui est survenue dans notre commerce avec les Etats-Unis s'établit par

quelques chiffres. En 1865, la valeur des exportations de l'Angleterre aux Etats-Unis était de \$122,000,000, contre \$847,000,000 importées par nous de ce pays pendant la même période. En 1876, cependant, les tables tournèrent ; car, pendant que nos exportations se réduisaient peu à peu à \$98,000,000, la valeur des marchandises importées s'élevèrent à la forte somme de \$367,352,000, montrant une balance de \$269,352,000 en faveur de l'Amérique en douze mois.”

En 1876, les Etats-Unis, sous une politique de protection, étaient devenus une des plus grandes nations manufacturières du monde, et s'étaient rendus non-seulement indépendants, mais prêts à concourir sur tous les marchés du monde pour les articles de fabrique.

Voici ce qui en est résulté.

Il est impossible, en face du résultat obtenu par un pays qui a adopté la politique de manufacturer pour lui-même, de donner de l'emploi à son propre peuple, et de se rendre indépendant en grande partie des autres pays pour l'importation des articles de fabrique, de douter de la sagesse de cette politique, qui placerait ce pays dans une position à peu près semblable, et nous fournirait les moyens de donner un travail profitable et lucratif à notre propre population, attireraient ici un grand nombre de gens, fournirait de l'emploi à ceux qui y sont déjà, et nous rendrait comparativement indépendant de nos voisins ; en même temps cette politique créerait parmi nous un commerce interprovincial tel qu'il relierait entre elles les différentes parties de cette Confédération et contribuerait à la prospérité générale du pays.

Je suis peiné de voir que l'honorable député du Cap-Breton ait rédigé sa motion de telle manière qu'elle semble ne devoir obtenir que très peu d'appui, et en effet, je sais très bien que la manière dont elle est rédigée actuellement ne lui attirera pas l'appui de la majorité de cette Chambre.

Je pourrai dire de plus que je désespère de voir jamais l'industrie houillère de la Nouvelle-Ecosse et les intérêts agricoles d'Ontario ou les grands intérêts manufacturiers du pays tout entier, encouragés ou protégés ou même placés dans une position telle que tout homme patriotique doive désirer les voir, à moins que tous ces intérêts ne se réunissent, non pas dans un but